MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIETES ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1878 3 août 2013

SOMMAIRE

AIO S.à r.l. 90098
Brevaco Succ. 90098
Capital Coach 90108
CD. Concept S.à r.l. 90103
CM Capital Markets Europe S.A. 90106
CM Capital Markets Latinamerica S.A. 90106
Colim S.A. 90105
Comics Empire S.A. 90104
Compagnie Financière Montchoisi SPF S.A. 90106
Comptoir Foncier Européen S.A. 90104
Coral Doonbeg Holdings S.à r.l. 90138
Crystal Navy S.à r.l. 90109
Cuzinco S.A. 90105
Delcia 90098
Dolvifra SPF S.A. 90107
DuPont Acquisition (Luxembourg) S.à r.l. 90107
DuPont Contern (Luxembourg) S.àr.l. 90105
DuPont Hesperange (Luxembourg) S.àr.l. 90105
DuPont Integration (Luxembourg) S.à r.l. 90105
DuPont Properties (Luxembourg) S.à r.l. 90107
DuPont Technology (Luxembourg) S.àr.l. 90105
East&West Finances S.A. 90107
EEE 7 S.à r.l. 90100
Endurance HC Alpha S.à r.l. 90099
Equal Overseas Investments S.à r.l. 90099
Exqim Funds 90099
Fabinvest S.A. 90100
Fairmont Multifamily S.A. 90100
Financière de Montmejean Sàrl 90128
Fuseau Investment S.à r.l. 90108
Gartok 90102
General Supplies 90103
GE Polish Retail Feeder S.à r.l. 90103
Glamour Media S.A. 90102
GL Luxembourg 90102
Go Ahead SA 90102
Golden Group Immobilier S.A.H. 90101
Goodman Cerulean Logistics (Lux) S.à r.l. 90103
GPE VI FIS GP S.à r.l. 90100
Grep Drei S.à r.l. 90101
Grosvenor Holdings S.A.-SPF 90101
Haltaro Investments S.A. 90119
Holcim (Luxembourg) S.A. 90102
Holmby Investments S.à r.l. 90101
Huellemann & Strauss Onlineservices S.à r.l. 90118
Ivory Corporation S.A. 90144
Miso Holding S.A. 90100
Nokia Growth Partners III S.C.A. 90110
Nokia Growth Partners III (S.C.A.) SICAV-SIF 90110
Research In Motion E-Commerce S.à r.l. 90144
Senior Assist International S.à r.l. 90098
TALMIN PRIVATE S.A., société de gestion de patrimoine familial 90104
Twiga Private S.A. SPF 90108
Univar Monaco Luxembourg S.à r.l. 90108

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Senior Assist International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 137.860.316,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 165.943.

—

EXTRAIT

Il résulte du contrat de cession de part sociales en date du 19 juin 2013, que l'associé unique de la société, à savoir MILFIX S.à r.l, a cédé 600,000 parts sociales qu'il détenait à:

- Monsieur Frans DEMASURE et Madame Beatrijs VANFLETEREN, domiciliés Sint-Catherinastraat 96, B-8501 Heule, Belgique, qui détiennent conjointement les 600,000 parts sociales précitées.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Pour SENIOR ASSIST INTERNATIONAL S.à r.l.

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013080542/16.

(130099394) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

AIO S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 2.094.900,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 151.221.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juin 2013.

Peter Diehl

Director B

Référence de publication: 2013080711/12.

(130100164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Brevaco Succ., Société Anonyme.

Siège social: L-3898 Foetz, 16, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 27.026.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

24, Rue Léon Kauffman L-1853 Luxembourg

Référence de publication: 2013080793/10.

(130099571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Delcia, Société Anonyme.

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 62.778.

—

EXTRAIT

L'Assemblée générale ordinaire du 6 juin 2013 a reconduit le mandat des administrateurs en fonction jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2016.

L'Assemblée a également reconduit le mandat de Commissaire de Monsieur Guy SCHOSSELER, expert-comptable, avec adresse professionnelle à L-2546 Luxembourg, son mandat expirant à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle de 2016.

Pour extrait conforme

DELCIA

Société anonyme

Référence de publication: 2013080882/16.

(130100127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Endurance HC Alpha S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 133.231.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale des actionnaires tenue en date du 29 mai 2013

Il en résulte dudit procès-verbal que:

- L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat de Monsieur Eric Vanderkerken, ayant son adresse professionel au 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, en tant que Gérant de la société.

- L'Assemblée Générale nomme en tant que Gérante de la société Madame Milène Belem, ayant son adresse professionnel au 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg. La durée du mandat débute au 29 mai 2013 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013080946/17.

(130099692) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Equal Overseas Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 114.888.

—

Extrait de l'assemblée générale ordinaire tenue au siège social en date du 5 juin 2013

En date du 5 juin 2013, l'Assemblée décide de mettre fin aux mandats de tous les gérants de la Société.

A cette même date, l'Assemblée décide de nommer les personnes suivantes comme nouveaux gérants de la Société pour une durée indéterminée avec pouvoir de signature individuel:

- Monsieur Alain Heinz, né le 17/05/1968 à Forbach (France), résidant professionnellement à L -1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie;

- Monsieur Jean-Daniel Cohen, né le 22 septembre 1962 à Casablanca (Maroc), résidant professionnellement à F - 75008 Paris, 3, avenue Hoche.

La Société vous informe également que suite à un contrat de cession de parts sociales signé en date du 29 décembre 2011 avec effet au 1 er janvier 2012, la société Equal Inc. a cédé cinq cent parts sociales qu'elle détenait dans la Société à la société Hoche Partners Finance Limited, une société de droit de Hong Kong ayant son siège social à 1004 AXA Center, 151 Gloucester Road, Wan Chai, Hong Kong, enregistrée au Registre de Hong Kong sous le numéro 1356660.

Pour extrait

La Société

Référence de publication: 2013080949/21.

(130100054) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Exqim Funds, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 159.572.

—

Extrait des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire en date du 31 mai 2013

En date du 31 mai 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Jean-Guillaume Grebet, Monsieur Philippe Le Monnier de Gouville et de Monsieur Jacques Lucas en qualité d'Administrateurs pour une durée d'un an, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2014.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Pour extrait sincère et conforme

Pour Exqim Funds

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2013080966/16.

(130100088) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

EEE 7 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 155.717.

—

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société à Luxembourg en date du 31 mai 2013

Il résulte des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société en date du 31 mai 2013 que l'associé unique a décidé:

1. d'accepter la démission de Monsieur Peter Cluff, gérant de la Société, avec effet au 31 mai 2013;

2. d'élire, pour une durée indéterminée, en tant que gérant de la Société Monsieur Kevin D'Arcy, né le 12 novembre 1975 à Zaf, Irlande et résidant professionnellement au 15 Sloane Square, SW1W 8ER, Londres, Royaume-Uni.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013080938/17.

(130100068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Fabinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 50, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 141.007.

—

Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue au 163 Rue du Kiem à Strassen en date du 11 juin 2013

Résolution unique

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Monsieur Christophe BLONDEAU avec effet au 06 juin 2013, de sa fonction d'Administrateur au sein de la société et décide de coopter, avec effet au 06 juin 2013, Monsieur Marc LIBOUTON, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, au poste d'Administrateur.

Monsieur Marc LIBOUTON terminera le mandat de son prédécesseur.

Référence de publication: 2013080983/13.

(130100247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Fairmont Multifamily S.A., Société Anonyme,

(anc. Miso Holding S.A.).

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 150.070.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Référence de publication: 2013080985/10.

(130099530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

GPE VI FIS GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 146.294.

—

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale extraordinaire de la Société en date du 19 juin 2013 de nommer en tant que gérant de la société avec effet immédiat et pour une durée illimitée;

- Madame Linda Harroch, née le 10 mai 1973 à Casablanca, Maroc, résidant professionnellement au 2, rue Peternelchen, L-2370 Howald, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juin 2013.

Référence de publication: 2013081051/14.

(130100107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Grosvenor Holdings S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 28.857.

—

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour GROSVENOR HOLDINGS S.A.-SPF
Société anonyme de gestion de patrimoine familial
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013081053/14.

(130100513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Grep Drei S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 27.130.000,00.

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 131.231.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée générale des actionnaires tenue en date du 6 mai 2013

Il en résulte dudit procès-verbal que:

- L'Assemblée Générale prend acte de la fin du mandat de Monsieur Eric Vanderkerken, ayant son adresse professionel au 22-24, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, en tant que Gérant de la société.

- L'Assemblée Générale nomme en tant que Gérante de la société Madame Milène Belem, ayant son adresse professionnel au 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg. La durée du mandat débute au 6 mai 2013 pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2013081052/17.

(130099675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Golden Group Immobilier S.A.H., Société Anonyme.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 2A, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 39.575.

—

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013081049/10.

(130100468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Holmby Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 160.096.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2013081064/13.

(130099609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

GL Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 26, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 67.387.

—

Les statuts coordonnés au 11 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013081039/11.

(130099991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Glamour Media S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.

R.C.S. Luxembourg B 130.932.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juin 2013.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2013081040/11.

(130100395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Gartok, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 129.813.

—

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un administrateur

Référence de publication: 2013081032/11.

(130099516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Holcim (Luxembourg) S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-4149 Schifflange, 68, rue Romain Fandel.

R.C.S. Luxembourg B 140.604.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

POUR COPIE CONFORME

Référence de publication: 2013081062/11.

(130099689) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Go Ahead SA, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8826 Perlé, 1, rue de Holtz.

R.C.S. Luxembourg B 149.908.

—

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 19 juin 2013.

Référence de publication: 2013081045/10.

(130099503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

GE Polish Retail Feeder S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 33.509,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 158.139.

—

L'adresse du gérant Thierry Leleu a changé et se situe désormais au 64, North Row, W1K 7DA Londres, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Référence de publication: 2013081034/12.

(130099835) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Goodman Cerulean Logistics (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 28, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 164.846.

—

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Goodman Cerulean Logistics (Lux) S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2013081024/12.

(130100037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

General Supplies, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 75.290.

—

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 8 mai 2013

L'Assemblée Générale est informée que le mandat du Commissaire vient à échéance.

Celle-ci nomme à l'unanimité Monsieur Marc LIMNEOS, domicilié rue de la Vieille Cure, 7 à B- 6567 Merbes-le-Château en tant que Commissaire de la Société. Son mandat expirera lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2015.

Certifié conforme

Signature

Référence de publication: 2013081035/13.

(130100283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

CD. Concept S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9157 Heiderscheid, 28, Neiewee.

R.C.S. Luxembourg B 169.337.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 21/06/2013.

Pour la société

C.F.N. GESTION S.A.

20, Esplanade - L-9227 Diekirch

Adresse postale:

B.P. 80 - L-9201 Diekirch

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013081721/17.

(130101369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

TALMIN PRIVATE S.A., société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 161.311.

—

Les comptes annuels au 30.06.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.06.2013.

Pour: TALMIN PRIVATE S.A., société de gestion de patrimoine familial

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Mireille Wagner

Référence de publication: 2013080597/16.

(130099428) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Comptoir Foncier Européen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 88.551.

—

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme COMPTOIR FONCIER EUROPEEN avec siège social à L - 1118 Luxembourg 5 rue Aldringen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 88.551, tenue en date du 3 juin 2013

- L'assemblée accepte le renouvellement des mandats des administrateurs, de l'administrateur délégué pour une durée de six ans.

- L'assemblée accepte la démission du Commissaire aux Comptes WURTH CONSULTING SA et la nomination de WURTH & ASSOCIES SA inscrite au registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 58177, dont le siège social est L-1463 Luxembourg 29 rue du Fort Elisabeth, pour une durée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juin 2013.

POUR EXTRAIT CONFORME

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013080661/21.

(130099388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Comics Empire S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 177.511.

—

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 18 juin 2013

Première résolution:

L'Assemblée Générale Extraordinaire prend acte de la démission de M. Alain TIRCHER et de M. Charles EMOND en leur qualité d'administrateurs de la Société en date du 18 juin 2013 et accepte lesdites démissions;

Deuxième résolution:

La Société continuera à être valablement représentée par l'administrateur unique, M. Jean-Michel HAMELLE, né le 13 septembre 1962 à Reims (France), résidant professionnellement au 1, Rue Nicolas Simmer L-2538 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 juin 2013.

Pour COMICS EMPIRE S.A.

Référence de publication: 2013081743/17.

(130101209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Cuzinco S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 9.709.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013081754/9.

(130101109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

Colim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.

R.C.S. Luxembourg B 16.607.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013081741/9.

(130100997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

DuPont Hesperange (Luxembourg) S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 5, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 131.817.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013081767/9.

(130101249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

DuPont Technology (Luxembourg) S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 164.947.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013081771/9.

(130101068) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

DuPont Contern (Luxembourg) S.àr.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 127.332.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013081766/9.

(130101071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

DuPont Integration (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 160.108.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013081768/9.

(130101066) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

CM Capital Markets Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 60.697.

—

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 21 juin 2013 que:

- La société FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A. avec siège social à L-1510 Luxembourg, 60 avenue de la Faïencerie a été réélue aux fonctions de commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014 et qui statuera sur les comptes annuels 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2013.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013081736/18.

(130101429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

CM Capital Markets Latinamerica S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 21-25, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 60.698.

—

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 21 juin 2013 que:

- La société FIDUCIAIRE GRAND-DUCALE S.A. avec siège social à L-1510 Luxembourg, 60, avenue de la Faïencerie a été réélue aux fonctions de commissaire aux comptes de la société.

Le mandat du commissaire aux comptes prendra fin à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2014 et qui statuera sur les comptes annuels 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 juin 2013.

Pour la société

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013081737/18.

(130101376) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

Compagnie Financière Montchoisi SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 24.944.

—

- Constituée suivant acte reçu par Maître Lucien SCHUMAN, notaire de résidence à L - LUXEMBOURG, en date du 10 octobre 1986, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 352 du 18 décembre 1986;
- Statuts modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu sous seing privé en date du 14 octobre 1999, publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 15 du 06 janvier 2000.

Il résulte de la lettre de démission datée du 9 novembre 2012 que Monsieur Rodolfo ZÜRCHER, consultant économique, demeurant professionnellement à CH - 6901 LUGANO, a démissionné de son mandat d'administrateur de la société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 11 avril 2013.

Pour la société

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2013081745/18.

(130100609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Dolvifra SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 73.279.

—

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire du 21 mai 2013:

Les actionnaires décident de nommer Madame Vinciane Cappelle, demeurant 133 chaussé de Chaleroi B-1060 Saint-Gilles (Belgique) administrateur de la société en remplacement de Monsieur Benoit Cappelle.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui sera tenue en 2017.

Les actionnaires actent également la fin du mandat d'administrateur délégué de Monsieur Benoit Capelle.

Les actionnaires confirment le remplacement du commissaire TOP Audit S.A. (anciennement PKF Abax Audit S.A.) par la société Compliance & Control, 6 Place de Nancy, RCS B 172 482 avec effet 1 er janvier 2013.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale qui sera tenue en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

Pour la société

Référence de publication: 2013081782/18.

(130101347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

DuPont Acquisition (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 160.107.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013081765/9.

(130101067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

DuPont Properties (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 160.105.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013081769/9.

(130101069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

East&West Finances S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9743 Crendal-Wincrange, Maison 14.

R.C.S. Luxembourg B 140.846.

—

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Ordinaire tenue exceptionnellement au 163 rue du Kiem, Strassen le 18 juin 2013

Résolution unique:

L'Assemblée Générale décide d'accepter la démission avec effet au 05 juin 2013 de Monsieur Laurent IGNACEL, de sa fonction de commissaire aux comptes de la société.

L'Assemblée Générale décide de nommer, à la fonction de commissaire aux comptes avec effet au 05 juin 2013 et jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2016:

- Madame Nadine RIQUET-IGNACEL, demeurant au 6 Rue Lamarée, 40200 Mimizan France.

Le mandat du nouveau Commissaire débutera sur la revue des comptes de l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour EAST&WEST FINANCES S.A.

Référence de publication: 2013081795/18.

(130101278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Univar Monaco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 144.072.081,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.648.

—

EXTRAIT

Il résulte de résolutions prises en date du 17 juin 2013 que l'associé unique de la Société a accepté la démission de Mme Amy Weaver Fisher comme gérant de la Société, avec effet au 14 juin 2013.

Il résulte également des mêmes résolutions de l'associé unique de la Société que M. Stephen Neil Landsman, né le 4 septembre 1959 à Illinois (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse professionnelle au 17425, NE Union Hill Road, Redmond, WA 98052, Etats-Unis d'Amérique, a été nommé, avec effet immédiat, gérant de la Société, pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Pour Univar Monaco Luxembourg S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2013080619/19.

(130098556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Twiga Private S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 169.063.

—

Les comptes annuels au 30.06.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19.06.2013.

Pour: TWIGA PRIVATE S.A. SPF

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013080618/15.

(130099425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Capital Coach, Société Anonyme.

Siège social: L-4740 Pétange, 7, rue Prince Jean.

R.C.S. Luxembourg B 97.506.

—

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013080834/10.

(130100109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Fuseau Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 159.229.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Référence de publication: 2013081010/10.

(130099797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Crystal Navy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Findel, 4, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 145.511.

—

L'an deux mille treize, le sept juin,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Bain Capital (CR) L.P., une limited partnership constituée suivant les les des Iles Caïmanes, Cayman Islands, ayant son siège social à Ugland House, South Church Street, PO Box 309, George Town, Grand Cayman, KY1-1104, Cayman Islands, et, inscrite auprès du Exempted Limited Partnership Cayman Islands Registrar sous le numéro 33663 (ci-après l' «Associé Unique»),

ici représentée par Madame Fabienne Cattini, avec adresse professionnelle à L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 6 juin 2013.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associée unique de Crystal Navy S.à r.l. (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B, numéro 145.511, constituée suivant acte notarié en date du 17 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 826 du 17 avril 2009.

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 24 juillet 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Association, numéro 1846 du 24 septembre 2009.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a ensuite requis le notaire soussigné de prendre acte de ses résolutions comme suit:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la Société de L-5365 Munsbach, 9A, rue Gabriel Lippmann vers L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Deuxième résolution:

Suite à la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier, dans ses versions anglaise et française, le 1 er alinéa de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

« **Art. 4.** The registered office of the Company is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

Version française:

« **Art. 4.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution:

Suite aux résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier avec effet immédiat l'adresse professionnelle du gérant de la Société, Monsieur Ailbhe Jennings, et de la fixer à la nouvelle adresse du siège social de la Société, savoir L-1748 Luxembourg-Findel, 4, rue Lou Hemmer.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide de modifier avec effet immédiat l'adresse de son siège social et de la fixer à la nouvelle adresse, savoir Maples Corporate Services Limited, Ugland House, South Church Street, P.O. Box 309, George Town, Grand Cayman KY1-1104, Cayman Islands.

Dont acte, fait et passé à Munsbach, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Cattini, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 7 juin 2013. REM/2013/962. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): L. SCHLINK.

Pour expédition conforme.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Mondorf-les-Bains, le 24 juin 2013.

Référence de publication: 2013082427/54.

(130102106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2013.

Nokia Growth Partners III (S.C.A.) SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,

(anc. Nokia Growth Partners III S.C.A.).

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 170.163.

—

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth day of May,

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders (the "Meeting") of Nokia Growth Partners III S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions), having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 170163 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 9 July 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C No. 2047 on 17 August 2012.

The Meeting was opened by Me Aurélien Favier, Avocat à la Cour, with professional address at Luxembourg, representing NGP III Managers, a private limited liability company, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, as managing general partner of the Company (the "General Partner"), being in the chair.

The Chairman appointed as Secretary Mrs Sara Lecomte, private employee, with professional address in Luxembourg.

The Meeting elected as Scrutineer Me Aurélien Favier, Avocat à la Cour, with professional address in Luxembourg.

The bureau formed, the Chairman declared and requested the notary to state that:

The shareholders present or represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list. This list and the proxies, after having been signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes.

It appears from said attendance list that 100% of the share capital of the Company, i.e. 1 (one) GP Share without par value, fully paid-up; 40,000 Class A Shares in registered form without par value, all subscribed and fully paid-up up and 80 Class B Shares in registered form without par value, all subscribed and fully paid-up, is represented at the present extraordinary general meeting and all shareholders state that they have been duly informed of the agenda of the Meeting as set out hereafter, so that the Meeting is validly constituted and can validly decide on all the item on the agenda.

The agenda of the Meeting is the following:

1- Transformation of the Company into an investment company with variable capital (société d'investissement á capital variable), in the corporate form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions or S.C.A.) registered as a specialised investment fund (fonds d'investissement specialise) under the law of 13 February 2007 on specialised investment fund, as amended;

2- Subsequent change of the corporate denomination of the Company by replacing the current name "Nokia Growth Partners III S.C.A." by "Nokia Growth Partners III (S.C.A.) SICAV-SIF" in order to reflect the change of legal regime;

3- Subsequent change of the corporate object of the Company which shall read as follows:

" **Art. 4. Object.**

4.1 The SIF's object is to invest its assets in securities and other assets in accordance with the SIF Law in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

4.2 In particular, the SIF may make venture capital investments, principally by investing in and holding equity and equity-oriented securities of technology and communications related businesses worldwide. The investment objectives, strategy and restrictions for the SIF are more fully described in the PPM.

4.3 The SIF may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the SIF against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

4.4 The SIF may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object, to the full extent permitted by the SIF Law."

4- Subsequent amendment and restatement of the articles of association of the Company in order to reflect the changes resulting from the foregoing.

These facts having been exposed and recognized as true by the Meeting, the Meeting duly represented, unanimously decides the following resolutions:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

First resolution

The Meeting resolves to transform the Company into an investment company with variable capital (société d'investissement á capital variable), in the corporate form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions or S.C.A.) registered as a specialised investment fund fonds d'investissement specialise) under the law of 13 February 2007 on specialised investment fund, as amended.

Second resolution

The Meeting resolves to change the corporate denomination of the Company into "Nokia Growth Partners III (S.C.A.) SICAV-SIF".

Third resolution

The Meeting resolves to change the corporate object of the SIF which shall now read as follows:

" **Art. 4. Object.**

4.1 The SIF's object is to invest its assets in securities and other assets in accordance with the SIF Law in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

4.2 In particular, the SIF may make venture capital investments, principally by investing in and holding equity and equity-oriented securities of technology and communications related businesses worldwide. The investment objectives, strategy and restrictions for the SIF are more fully described in the PPM.

4.3 The SIF may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the SIF against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

4.4 The SIF may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object, to the full extent permitted by the SIF Law. "

Fourth resolution

As a result of the foregoing resolutions, the meeting resolves to fully restate the articles of association of the Company.

The new articles of association of the SIF will have the following wording:

"I. Definition - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Definition. All terms not expressly defined herein shall have the meaning ascribed to them in the private placement memorandum issued by the SIF (the "PPM").

Art. 2. Name. There exists among NGP III Managers, subscriber of the GP Share as general partner, the subscribers and all those who may become owners of the GP Shares or Ordinary Shares issued by the SIF, a company in the corporate form of a société en commandite par actions (corporate partnership limited by shares), qualifying as an investment company with variable capital (société d' investissement á capital variable), under the name of Nokia Growth Partners III (S.C.A.) SICAV-SIF (hereinafter the "SIF"), which shall be governed by the law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the "Law"), the law of 13 February 2007 on specialised investment fund, as amended (the "SIF Law") and the present articles (the "Articles").

Art. 3. Registered office.

3.1 The registered office of the SIF is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the General Partner. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

3.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner. Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent as determined in its sole discretion and that these developments or events may interfere with the normal activities of the SIF at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the SIF, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 4. Object.

4.1 The SIF's object is to invest its assets in securities and other assets in accordance with the SIF Law in order to provide its Shareholders with the benefit of the result of the management of its assets in consideration of the risk they incur in this respect.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

4.2 In particular, the SIF may make venture capital investments, principally by investing in and holding equity and equity-oriented securities of technology and communications related businesses worldwide. The investment objectives, strategy and restrictions for the SIF are more fully described in the PPM.

4.3 The SIF may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the SIF against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

4.4 The SIF may generally carry out any operations and transactions, which directly or indirectly favour or relate to its object, to the full extent permitted by the SIF Law.

Art. 5. Duration.

5.1 The SIF is formed for a limited duration and shall continue until July 9, 2022 unless sooner dissolved or extended by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for the amendment of the Articles and in accordance with the PPM.

5.2 The SIF shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting any of the Limited Shareholders. In case of death, incapacity or inability of the General Partner, the SIF shall continue and article 112 of the Law shall apply.

II. Share Capital – Shares

Art. 6. Share Capital.

6.1 The share capital of the SIF shall be variable and shall at all times be equal to the NAV of the SIF and is expressed in USD. It is represented by Shares issued with no par value and fully paid-up. Variations in the capital shall be effected ipso jure and there are no provisions requiring publications and filing of such variations with the Luxembourg trade and companies registry.

Pursuant to the SIF Law, the minimum subscribed share capital of the SIF shall be equal to the equivalent of EUR 1,250,000.- which must be achieved within 12 months after the date the SIF has been authorised as a specialised investment fund.

6.2 The SIF received from each Limited Shareholder a commitment to subscribe for further Ordinary Shares in the share capital in the SIF up to a determined amount (each a "Commitment") as further described in the PPM. The General Partner shall be entitled to enforce the obligations of each Shareholder to make capital contributions as further described in the PPM.

Art. 7. Shares.

7.1 All Shares are issued with no par value and shall be fully paid up. Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

7.2 The Shares are issued in registered form only and are exclusively restricted to "Well-Informed Investors" as defined under article 2 of the SIF Law. The SIF may at its discretion, delay the acceptance of any subscription for Shares until such date as it has received sufficient evidence that the investor qualifies as a Well-Informed Shareholder. If it appears at any time that a holder of Shares is not a Well-Informed Shareholder, the SIF shall redeem the relevant Shares in accordance with the Articles or offer them for subscription to the other Shareholders of the relevant class pro rata to their interest in the SIF.

7.3 The SIF share capital is divided into three classes of shares:

- GP Share;

- Class A Shares and

- Class B Shares,

No further GP Share shall be issued. The General Partner is authorised to issue additional Class A Shares within the limits of the Aggregate Commitments of Class A Shareholders. Class B Shares can exclusively be subscribed by N.G. Partners III, L.L.C. or its Affiliates (provided that such Affiliates are eligible as Shareholder of the SIF in accordance with the SIF Law) and will be issued within the limits set forth in the PPM.

The General Partner may issue new classes of shares each time a new investor is approved as a shareholder of the SIF.

The General Partner may establish compartment within the meaning of the SIF Law, subject to the agreement of the Shareholders in the manner required for the amendment of the Articles.

The Class A Shares, the Class B Shares as well as any new category of ordinary shares which may be created are collectively referred to as the "Ordinary Shares" and the Ordinary Shares and the GP Share(s) are collectively hereinafter referred to as the "Shares", and individually, as a "Share".

The Ordinary Shares are held by the ordinary limited shareholders (hereafter referred to as the "Limited Shareholders". The Limited Shareholders and the General Partner are hereafter collectively referred to as the "Shareholders".

7.4.The Ordinary Shares

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION LUXEMBOURG

(a) All Ordinary Shares shall have the rights and obligations granted to them in accordance with the Articles and the PPM.

(b) Each Ordinary Share is entitled to one vote at the general meetings of Shareholders.

7.5 The GP Share

(a) The GP Share shall have the rights and obligations granted to it in accordance with the Articles and the PPM.

(b) The GP Share is entitled to one vote at the general meetings of Shareholders and to the powers described under Art. 13.9 below.

7.6 A Share register shall be kept at the registered office of the SIF in accordance with the provisions of the Law and the SIF Law and may be examined by each Shareholder which so requests.

7.7 Transfers of Shares are restricted as follows and are subject to any further restriction or condition set forth in the PPM:

The General Partner shall not sell, assign, pledge, mortgage, or otherwise dispose of or transfer the GP Share.

Class B Shareholders shall not sell, assign, pledge, mortgage, or otherwise dispose of or transfer the Class B Shares without the prior written consent of the Class A Shareholders; provided, however, that the transfer of Class B Shares to an Affiliate, shall not be deemed a sale, assignment, pledge, mortgage or other disposition of the Class B Shares.

The Class A Shareholders shall not sell, assign, pledge, mortgage, or otherwise dispose of or transfer its Class A Shares property without the prior written consent of the Class B Shareholders. Notwithstanding the foregoing, the Class A Shareholders may, upon prior written notice to the Class B Shareholders, sell, assign, pledge, mortgage, or otherwise dispose of or transfer its Class A Shares in the SIF without such consent (i) to any corporation directly or indirectly holding fifty percent (50%) or more of the shares of a Class A Shareholders or any corporation of which fifty percent (50%) or more of the shares are held directly or indirectly by such corporation, including any corporation of which a Class A Shareholder holds, directly or indirectly, fifty percent (50%) or more of the shares; or (ii) pursuant to a merger, plan of reorganization, sale or other transfer, or pledge of, or other general encumbrance on substantially all of a Class A Shareholders's stock or assets; or (iii) as may be required by any law or regulation.

Notwithstanding the preceding sentence, no transferee of Shares may be admitted to the SIF without the consent of the General Partner which consent shall not be unreasonably withheld or delayed.

7.8. Towards the SIF, the Shares are indivisible and only one owner per share shall be recognized by the SIF. Joint co-owners shall appoint one sole person as their representative towards the SIF.

7.9 Shares shall be transferred by a written declaration of transfer registered in the Shareholders' register of the SIF, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney. The SIF may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the SIF. The SIF shall refuse to registered any transfer made in breach of the restrictions provided for in article 7.6. or in the PPM.

7.10 The SIF is a closed-end investment company. Therefore, save as otherwise provided for herein, the Shares can only be redeemed at the initiative and discretion of the General Partner, as further described in the PPM.

7.11 Unless otherwise provided for in the PPM, conversion of Shares from one class to another is not allowed.

Art. 8. Liability of the Shareholders.

8.1 The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities of the SIF to the extent that such liabilities cannot be paid out of the assets of the SIF.

8.2 The Limited Shareholders are liable up to the amount of the capital committed by them to the SIF on subscribing the Shares, with the exception of the cases mentioned in article 9.7 below.

III. Management - Representation

Art. 9. Management of the SIF.

9.1 The SIF shall be managed by NGP III Managers, its managing general partner (the "General Partner ").

9.2 All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the Shareholders fall within the competence of the General Partner, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the SIF's object.

9.3 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, by the General Partner.

9.4 The General Partner is authorised to delegate the day-to-day management of the SIF and the power to represent the SIF in respect thereto to one or more officers, or other agents, acting individually or jointly.

9.5 The SIF shall be bound towards third parties by the signature of the General Partner or by the joint or single signature of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated and within the limits of such power.

9.6 No contract or other transaction between the SIF and any other company or person shall be affected or invalidated by the fact that the General Partner or any officer of the SIF is interested in the transaction, or is a director, associate, officer or employee of such other company or person.

9.7 Limited Shareholders shall not intervene in the management of the SIF, even if pursuant to a delegation of powers from the General Partner.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

In accordance with the Law, any Limited Shareholders who signs on behalf of the SIF, even by virtue of a power of attorney, shall be jointly and severally liable, vis-à-vis third parties, for any commitments of the SIF in which he participated in violation of the prohibition contained in the previous sentence. He shall also be jointly and severally liable to third parties for commitments in which he did not participate, if he has regularly managed the business of the SIF or has allowed his name to appear in the SIF's name.

9.8 The General Partner, as manager of the SIF is entitled to receive a management fee as set forth in the PPM.

Art. 10. Removal of the General Partner. In each cases provided for in the PPM, Shareholders may request the General Partner, by registered letter with return receipt requested, to submit to a vote of a general meeting of the Shareholders and within a maximum period of two (2) months as from the receipt date of the aforementioned registered letter, the transfer of the management of the SIF to a New General Partner, indicating the ground for such request.

The aforementioned registered letter shall indicate the name of the New General Partner and certify that (i) the New General Partner is a general partner approved by the Luxembourg Supervisory Authority, (ii) none of the Shareholders controls or holds, directly or indirectly through one or more holding companies, shares or any other similar interest in the New General Partner, and (iii) the Shareholders do not represent more than 50% of the Aggregate Commitments of the most recent fund managed or advised by such New General Partner.

The appointment of the New General Partner may only be executed with a Shareholders' Supermajority Approval and shall be subject to any further conditions set forth in the PPM.

Art. 11. Liability. To the extent permissible under Luxembourg law and subject to the provision of the PPM, the General Partner and other officers of the SIF, as well as those persons to whom such signatory powers have been validly delegated in accordance with articles 9.3 and 9.4 of the Articles, shall be indemnified out of the assets of the SIF against all costs, charges, losses, damages and expenses incurred or sustained by them in connection with any actions, claims, suits or proceedings to which they may be made a party by reason of being or having been managers, officers or delegates of the SIF, by reason of any transaction carried out by the SIF, any contract entered into or any action performed, concurred in, or omitted, in connection with the execution of their duties, save for liabilities and expenses arising from their gross negligence or wilful default, in each case without prejudice to any other rights to which such persons may be entitled.

IV. General meetings of Shareholders

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1 The general meeting of Shareholders validly constituted represents all the Shareholders of the SIF.

12.2 Resolutions of the Shareholders shall be adopted at general meetings in accordance with the Law and the Articles.

Art. 13. Notices, Quorum, Majority and Voting proceedings.

13.1 General meetings of Shareholders shall be convened by the General Partner or by the Supervisory Board by a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight (8) days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address recorded in the Shares register.

13.2 General meetings of Shareholders of the SIF shall be held at such place and time as may be specified in the convening notices of the meetings.

13.3 The meeting may be held without prior notice if all the Shareholders of the SIF are present or represented at a meeting of the Shareholders of the SIF, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting.

13.4 A Shareholder may act at any meeting of the Shareholders of the SIF by appointing another person (who need not be a Shareholder) as his proxyholder in writing, using any means of written communication including facsimile or e-mail.

13.5 Each Shareholder may also participate in any meeting of the Shareholders of the SIF by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person to such meeting.

13.6 Each Shareholder may also vote by way of voting forms provided by the SIF. These voting forms contain the date and place of the meeting, the agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions. The voting forms must be sent by the Shareholders by mail, facsimile or e-mail to the registered office of the SIF. The SIF shall only accept the voting forms which are received prior to the time specified in the form sent to the Shareholders. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention shall be regarded as blank vote (vote blanc).

13.7 Except as otherwise required by the Law or the Articles, resolutions at a general meeting of the Shareholders duly convened shall be approved by a simple majority of those Shareholders present or represented, regardless of the number of Shareholders present or represented and the proportion of the share capital present or represented at such meeting.

13.8 An extraordinary general meeting of the Shareholders convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one-half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

amendments to the Articles. If this quorum is not reached, a second meeting shall be convened, in the manner prescribed by the Articles and the Law. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least two-thirds of the votes cast.

13.9 In accordance with the Law, resolutions at any general meeting of the Shareholders can only be validly passed with the approval of the General Partner.

V. Valuation - Auditor - Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Valuation. The Net Asset Value (NA V) of the SIF shall be calculated on a annual basis by the Administration Agent and supervised by the General Partner in accordance with the PPM.

The NAV shall be determined as often as the General Partner may think useful, but in no event less than once a year on the Valuation Date. The NAV will be expressed in USD and shall be determined by the Administration Agent, in accordance with the Lux GAAP principles. All assets and liabilities of the SIF shall be valued at fair value in compliance with the accounting principles applicable to the SIF. The General Partner, in its discretion and in good faith, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the SIF. The NAV shall be determined on the basis of the valuation of the underlying assets of the SIF as provided by the General Partner on each Valuation Date aggregating the value of all assets of the SIF and deducting all liabilities.

The NAV attributable to a particular class of Shares shall be the value of the total assets and distributions entitlements adjusted with the liabilities relating to that class on that Valuation Date.

The NAV per Share of one class on a Valuation Date equals the NAV of that class divided by the total number of Shares of that class in issue on that day.

The assets of the SIF shall be deemed to include:

a) all cash in hand or on deposit, which may be held on an accessory and temporary basis, including any interest accrued thereon;

b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered), which may be held on an accessory and temporary basis;

c) all bonds, time notes, shares, stocks, debenture stocks, subscription rights, warrants, and other investments and securities owned or contracted for by the SIF;

d) all stocks, stock dividends, cash dividends, cash distributions receivable by the SIF to the extent information thereon is reasonably available to the SIF;

e) all interest accrued on any interest bearing securities owned by the SIF, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such security;

f) the primary expenses of the SIF insofar as the same have not been fully amortized; and

g) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The valuation of such assets shall be calculated in the following manner:

a) The value of any cash on hand or on deposit, bills, demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, dividends and interest matured but not yet received shall be represented by the par value of these assets except however if it appears that such value is unlikely to be received. In the latter case, the value shall be determined by deducting a certain amount to reflect the true value of these assets;

b) The value of transferable securities listed or dealt in on a regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public is based on the latest available price and if such transferable security is dealt in on several markets, on the basis of the latest available price on the main market for such security. If the latest available price is not representative, the value will be assessed on the basis of the foreseeable realisation value which shall be estimated prudently and in goodfaith by the General Partner;

c) The securities not quoted or dealt in on a stock exchange or a regulated market operating regularly shall be assessed on the basis of their foreseeable realisation value which shall be estimated prudently and in good faith by the General Partner; and

d) All other assets shall be assessed on the basis of the foreseeable realisation value which shall be estimated prudently and in good faith by the General Partner in accordance with generally accepted valuation principles and procedures; in each case based on the IPEV Guidelines for valuing private equity assets (where applicable).

The liabilities of the SIF shall be deemed to include:

a) all loans, shareholder loans, bills and accounts payable;

b) all accrued or payable administrative expenses, including but not limited to management, advisory and custodian fees;

c) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property;

an appropriate provision for future taxes based on capital and income as of the Valuation Date, as determined from time to time by the SIF, and other reserves, if any, authorised and approved by the General Partner;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

the Establishment Costs, up to an amount of USD 500,000 which shall be amortised over a 5 year period; and all other liabilities of the SIF of whatsoever kind and nature except liabilities represented by Shares in the SIF.

In determining the amount of such liabilities the SIF shall take into account all expenses payable by the SIF which shall comprise formation expenses, fees payable to management, its accountants, administration, domiciliary, registrar and transfer agents and any other agent employed by the SIF, fees for legal and auditing services, promotion, printing reporting and publishing expenses, including the cost of advertising or preparing and printing of the PPM, explanatory memoranda or registration statements, annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The SIF may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

For the purpose of the NAV calculation:

a) shares in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing;

b) shares of the SIF to be redeemed under the Articles shall be treated as existing and until paid, the price therefore shall be deemed to be a liability of the SIF;

c) further Commitments shall not be taken into consideration;

d) all Investments, cash balances and other assets of the SIF not expressed in USD, shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the NAV; and

e) effect shall be given on any Valuation Date to any purchases or sales of securities contracted for by the SIF on such Valuation Date, to the extent practicable.

The General Partner may temporarily suspend the calculation of the NAV during:

a) any period when, in the reasonable opinion of the General Partner, a fair valuation of the assets of the SIF is not practicable for reasons beyond the control of the SIF; or

b) any period when any of the principal stock exchanges on which a substantial proportion of the Investments of the SIF are quoted, are closed (otherwise than for ordinary holidays), or during which dealings thereon are restricted or suspended; or

c) the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which valuation of assets owned by the SIF would be impractical; or

d) any breakdown in, or restriction in the use of, the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the Investments or the currency price or values on any such stock exchange.

Art. 15. Auditor.

15.1 The accounting data related in the annual report of the SIF shall be examined by a statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Partner and remunerated by the SIF.

15.2. The Auditor shall performed the duties requested by the SIF Law and the Law respectively and in particular, certify the accuracy and regularity of the accounts and any information of an accounting nature contained in the management reports, and inform the CSSF of any irregularities or inaccuracies noted in the performance of its mission.

Art. 16. Accounting year and Annual general meeting.

16.1 The accounting year of the SIF shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first of December of such year.

16.2 The annual general meeting of the Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the SIF or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of meeting, at 10 a.m. on the second Tuesday of May. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

16.3 The annual general meeting of the Shareholders may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the General Partner, exceptional circumstances as stated into Article 3.2 of the Articles so require.

Art. 17. Allocation of profits. The net profits of the SIF shall be allocated and paid in accordance with the relevant provisions of the PPM and in any case, no Distribution shall be made to Shareholders if after declaration of such Distribution the SIF's net assets value would be less than the equivalent of EUR 1,250,000.-.

The General Partner may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law and the SIF Law, subject to the allocation rules defined in the PPM.

VI. Dissolution – Liquidation.

Art. 18. Dissolution. The SIF shall be dissolved at expiry of the SIF Term. The General Partner may also, at its own initiative, dissolve the SIF at any earlier date, subject to the Shareholders Supermajority Approval.

In addition, the SIF will be dissolved in any one (1) of the following events:

- if the registration of the SIF on the list of approved fonds d'investissement spécialisé held by the Luxembourg Supervisory Authority is withdrawn on a final basis;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

- should the agreement between the Custodian and the SIF be terminated by either party and should no other custodian be proposed by the SIF;

- if the General Partner is dissolved or subject to insolvency proceedings or liquidation, if the General Partner ceases to be in business for any reason whatsoever. In this event, the SIF will not be dissolved if the Shareholders decide by simple majority to continue the SIF and transfer its management to a new general partner. Any new general partner must adhere to the rules that have been accepted by the current General Partner. The Custodian shall be kept informed;

- thirty (30) days after all of the SIF's assets have distributed;

- upon request of the Shareholders, acting by simple majority, thirty (30) days after the occurrence of a Change Event;

- upon request of the Shareholders, acting by simple majority, upon the occurrence of a Termination Event;

- In addition to the above, should the capital of the SIF fall below two thirds of the minimum capital, an extraordinary general meeting of investors must be convened to consider the dissolution of the SIF. Any decision to liquidate the SIF must be taken by a majority of the Shares present or represented at the meeting; and

- Where the capital falls below one quarter of the minimum capital, the General Partner must convene an extraordinary general meeting of investors to decide upon the liquidation of the SIF. At that meeting, the decision to liquidate the SIF may be taken by Investors holding together one quarter of the Shares present or represented.

Each time subject to the provision of applicable laws and regulations.

Art. 18 Liquidation. In the event of liquidation, one (1) or more liquidators (which shall be members of the Board of Managers of the General Partner, subject to the Luxembourg Supervisory Authority's approval) appointed as liquidator by the general meeting of Shareholders upon the Shareholders Supermajority Approval, will be in charge of the liquidation procedure in compliance with the Law, the SIF Law and Luxembourg applicable laws and regulations. The liquidator(s) must be approved by the Luxembourg Supervisory Authority. The liquidator shall receive such remuneration as the Shareholders agree on in a Shareholders' meeting.

The liquidator will be vested for this purpose with the most extensive powers to sell any SIF's assets, pay any creditors and distribute the remaining balance amongst the Shareholders in proportion to their rights and in accordance with the Offering Documentation in a manner consistent with maximizing the value thereof. The liquidation period will end once the SIF has been able to sell or distribute all the assets that it holds in a manner consistent with maximizing the value thereof.

During the liquidation period, the liquidator shall use its best efforts to realize the SIF assets on the best terms available. The liquidator shall cause the SIF to pay all debts, obligations and liabilities of the SIF and all costs of liquidation and shall make adequate provisions for any present or future foreseeable obligations but in each case to the extent of the SIF Assets.

Except as otherwise required by law, the proceeds of dissolution shall be applied to payment of liabilities of the SIF and distributed to the Shareholders in accordance with the relevant provision s of the PPM.

VII. General provision.

19. Reference is made to the provisions of the SIF Law, the Law and the PPM for all matters for which no specific provisions are made in the Articles."

Fourth resolution

The Meeting acknowledges that the statutory auditor to be appointed further to art. 15 of the articles of association will replace the "Supervisory Board" (as this term was defined in the previous articles of association of the Company) and that the Supervisory Board is consequently suppressed. Accordingly, the Company resolves to a grant full discharge to:

- Mr Julien François, Belgian citizen, born on 18 June 1976 in Messancy (B), private employee, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

- Ms Mombaya Kimbulu, Belgian citizen, born on 9 August 1973 in Kinshasa (DRC), private employee, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg; and

- Mr Stéphane Hépineuze, French citizen, born on 18 July 1977 in Dieppe (F), private employee, residing professionally at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

for the performance of their duties as members of the Supervisory Board. No further item being on the agenda of the Meeting, the Meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the SIF as a result of this deed are estimated at approximately one thousand two hundred euros (EUR 1,200.-).

Information

The undersigned notary informs the appearing parties that before amending the corporate object of the company, or should the company be submitted to any particular and specific law in connection with its activity; the appearing parties

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

have to carry out all formalities in order to render the activity of the Company effective anywhere and towards any third party; which is hereby acknowledges be the appearing parties.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English and by way of derogation from the provisions of the decree of 24 Prairial, year XI, the requirement to append a translation in one of the official languages is not applicable, in accordance with article 26 (2) of the Luxembourg law dated 13 February 2007 on specialised investment fund, as amended.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said appearing parties signed together with the undersigned notary this original deed.

Signé: A.FAVIER, J.ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 28 mai 2013. Relation: LAC/2013/24162. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I.THILL.

Référence de publication: 2013081261/457.

(130100108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Huellemann & Strauss Onlineservices S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6755 Grevenmacher, 1, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 144.133.

—

Im Jahre zwei tausend dreizehn, den dreizehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCHIENEN:

1.- Herr Heiko Herbert STRAUSS, Geschäftsführer, wohnhaft in D-69126 Heidelberg / Südstadt, Panoramastrasse, 69.

2.- Herr Jan Mirko HUELLEMANN, Geschäftsführer, wohnhaft in D-69115 Heidelberg / Stadtteil Bergheim, Kirchstrasse, 18.

3.- Frau Christina LUDWIG, Associate Director, Planning and Resource Management, wohnhaft in D-61389 Schmitten, Brunhildensteg, 29a.

Welche Komparten sub 2 + 3) hier vertreten sind durch Herrn Heiko Herbert STRAUSS, vorgenannt, aufgrund von zwei Vollmachten unter Privatschrift vom 6. Juni 2013 respektive 10. Juni 2013,

welche Vollmachten, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch den Komparenten und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlagen beigebogen bleiben um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, dem unterzeichneten Notar erklärten, dass sie die alleinigen Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung HUELLEMANN & STRAUSS ONLINESERVICES S.à r.l. sind, mit Sitz in L-6755 Grevenmacher, 1, Place du Marché, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 144.133 (NIN 2009 2400 167).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 12. Januar 2009, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 287 vom 10. Februar 2009.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500.-) beläuft, eingeteilt in ein hundert (100) Anteile zu je ein hundert fünfundzwanzig Euro (€ 125.-).

Dass aufgrund einer Anteilübertragung unter Privatschrift vom 31. August 2009, welche Anteilübertragung, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch die Komparenten und dem amtierenden Notar gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigebogen bleibt, die Anteile wie folgt zugeteilt sind:

1.- Herr Jan Mirko HUELLEMANN, vorgenannt, fünfundfünfzig Anteile	55
2.- Herr Heiko Herbert STRAUSS, vorgenannt, vierzig Anteile	40
3.- Frau Christina LUDWIG, vorgenannt, fünf Anteile	5
TOTAL: ein hundert Anteile	100

Alsdann ersuchten die Komparenten, anwesend oder vertreten wie vorerwähnt, den amtierenden Notar Nachstehendes zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen Artikel 4 der Statuten abzuändern um ihm folgende Wortlaut zu geben:

„ **Art. 4.** Die Gesellschaft hat zum Zweck die Erbringung von Zahlungsdiensten im Sinne des Gesetzes vom 10. November 2009 über Zahlungsdienste in seiner jeweiligen Fassung.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Zweck der Gesellschaft ist ebenfalls der Erwerb von Beteiligungen in jedweder Form an anderen in- und ausländischen Gesellschaften, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonstwie, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonstwie veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete oder dieselben ergänzende Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen sowie den Gesellschaften, an denen sie direkt oder indirekt maßgeblich beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschuss oder Sicherheit gewähren.

Die Gesellschaft ist desweiteren ermächtigt alle Arten von industriellen, kommerziellen, finanziellen oder Immobilien-Transaktionen zu tätigen, welche mit dem Gesellschaftszweck in Zusammenhang stehen und der Entwicklung der Gesellschaft förderlich sind."

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen Artikel 6 der Statuten abzuändern um ihm folgende Wortlaut zu geben:

„ **Art. 6.** Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), aufgeteilt in EIN HUNDERT (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125.-), welche wie folgt zugeteilt sind:

1.- Herr Jan Mirko HUELLEMANN, Geschäftsführer, wohnhaft in D-69115 Heidelberg / Stadtteil Bergheim, Kirchstrasse, 18, fünfundfünfzig Anteile	55
2.- Herr Heiko Herbert STRAUSS, Geschäftsführer, wohnhaft in D-69126 Heidelberg / Südstadt, Panoramastrasse, 69, vierzig Anteile	40
3.- Frau Christina LUDWIG, Associate Director, Planning and Resource Management, wohnhaft in D-61389 Schmitten, Brunhildensteg, 29a, fünf Anteile	5
TOTAL: ein hundert Anteile	100"

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter beschliessen für eine unbestimmte Dauer zu ernennen:

a) Zur administrativen Geschäftsführerin für den Bereich Finanzen

Frau Ramona SPIES, Sekretärin, geboren in Trier (Deutschland), am 8. Mai 1969, wohnhaft in D-54290 Trier, Im Nonnenfeld, 55.

b) Zum administrativen Geschäftsführer für den Bereich Marketing

Herrn Jan Mirko HUELLEMANN, Geschäftsführer, wohnhaft in D-69115 Heidelberg / Stadtteil Bergheim, Kirchstrasse, 18.

Das Mandat von Herrn Heiko Herbert STRAUSS als technischer Geschäftsführer der Gesellschaft wird bestätigt.

Die Gesellschaft wird unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern rechtsgültig vertreten und verpflichtet, darunter obligatorisch die des technischen Geschäftsführers.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen

Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: H. H. STRAUSS, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 14 juin 2013. Relation: ECH/2013/1100. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 19. Juni 2013.

Référence de publication: 2013081077/83.

(130100393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Haltaro Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2734 Luxembourg, 44, rue de Wiltz.

R.C.S. Luxembourg B 178.039.

—

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the tenth of June;

Before Us M e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

APPEARED:

"HALTARO LIMITED", a company existing and governed by the laws of the Republic of Cyprus, established and having its registered office CY-1046 Pallouriotissa (Nicosia), Falirou, 9A, registered with the Cypriot Department of Registrar of Companies and official Receiver under number HE319466,

here represented by Mr. Jean-Jacques SOISSON, employee, residing professionally in L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer (Grand Duchy of Luxembourg), by virtue of a proxy given under private seal on; such proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party, represented as said before, has requested the officiating notary to document the deed of incorporation of a public limited company ("société anonyme") which it deems to incorporate herewith and the articles of association of which are established as follows:

I. Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. There is hereby established by the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter issued, a company in the form of a public limited company ("société anonyme"), under the name of "HALTARO INVESTMENTS S.A." (hereinafter the "Company").

Art. 2. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 3. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities and assets of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, without a public offer, which may be convertible and to the issuance of debentures.

In a general fashion the Company may grant assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise to group companies as well as to any other entity that is or will be investing in group companies and to any other entity it is interested in, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes. For the purpose of this article, the notion of group shall include all parent companies of the Company, subsidiaries and entities in which the parent companies or their subsidiaries hold a direct or indirect participation (each hereafter referred to as a "Group Company").

The Company may in particular (a) borrow money in any form and raise funds through, including but not limited to, the issue of bonds, notes, and other debt instruments, convertible or not, within the limits of the law, including borrowing from Group Companies, (b) advance, lend or subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Group Company, with or without a security interest and (c) enter into any guarantee, pledge or any other form of security for the performance of any contracts or obligations of the Company or of any Group Company.

The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

The registered offices of the Company may be transferred to any other place within the municipality of the registered office by a simple decision of the sole director or the board of directors.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a decision of the shareholders' meeting deliberating in the manner provided for amendments to the articles.

The Company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

II. Social capital - Shares

Art. 5. The share capital is set at thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR), represented by one thousand two hundred and forty (1,240) shares of a par value of twenty-five Euros (25.- EUR) each.

The Company may, to the extent and under terms permitted by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), redeem its own shares.

Art. 6. The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the option of the shareholders subject to the restrictions foreseen by Law.

A register of registered shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register will contain all the information required by article 39 of the Law. Ownership of registered shares will be established by inscription in the said register. Certificates of these inscriptions shall be issued and signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

The Company may issue certificates representing bearer shares. The bearer shares will bear the requirements provided for by article 41 of the Law and will be signed by two directors or, if the Company as only one director, by this director.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The signature may either be manual, in facsimile or affixed by mean of a stamp. However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for that purpose by the board of directors. In such a case, the signature must be manual. A certified copy of the deed delegating power for this purpose to a person who is not a member of the board of directors, must be filed in accordance with §§1 and 2 of the Law.

The Company will recognize only one holder per share; in case a share is held by more than one person, the persons claiming ownership of the share will have to name a unique proxy to present the share in relation to the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as the sole owner in relation to the Company.

III. General meetings of shareholders
Decision of the sole shareholder

Art. 7. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company. In case the Company has only one shareholder, such shareholder exercises all the powers granted to the general meeting of shareholders.

The general meeting is convened by the board of directors. It may also be convoked by request of shareholders representing at least one tenth of the Company's share capital.

Art. 8. The annual general meeting of shareholders shall be held at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the first Tuesday of June at 02:00 p.m.. If such day is a legal holiday, the annual general meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

The quorum and time required by Law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing, cable, telegram, telex or facsimile.

Except as otherwise required by Law, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of those present or represented.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

If all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting the meeting may be held without prior notice or publication.

Decision taken in a general meeting of shareholders must be recorded in minutes signed by the members of the board (bureau) and by the shareholders requesting to sign. In case of a sole shareholder, these decisions are recorded in minutes.

Every shareholder may participate to a general meeting of shareholders by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing his identification.

These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

IV. Board of directors

Art. 9. The Company shall be managed by a board of directors composed of three (3) members at least who need not be shareholders of the Company. However, in case the Company is incorporated by a sole shareholder or that it is acknowledged in a general meeting of shareholders that the Company has only one shareholder left, the composition of the board of director may be limited to one (1) member only until the next ordinary general meeting acknowledging that there is more than one shareholders in the Company.

The directors shall be elected by the shareholders at their annual general meeting which shall determine their number, remuneration and term of office. The term of the office of a director may not exceed six (6) years and the directors shall hold office until their successors are elected.

The directors are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any director may be removed with or without cause by the general meeting of shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, this vacancy may be filled out on a temporary basis until the next meeting of shareholders, by observing the applicable legal prescriptions.

Art. 10. The board of directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The chairman shall preside at all meeting of shareholders and of the board of directors, but in his absence, the shareholders or the board of directors may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of directors must be given to directors twenty-four hours at least in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each director in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication. A special convocation will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of directors.

Any directors may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another director as his proxy.

A director may represent more than one of his colleagues.

Any director may participate in any meeting of the board of directors by way of videoconference or by any other similar means of communication allowing their identification. These means of communication must comply with technical characteristics guaranteeing the effective participation to the meeting, which deliberation must be broadcasted uninterruptedly. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. The meeting held by such means of communication is reputed held at the registered office of the Company.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least half of the directors are present or represented at a meeting of the board of directors.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the directors present or represented at such meeting. In case of tie, the chairman of the board of directors shall have a casting vote.

The board of directors may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 11. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two directors. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two directors. In case the board of directors is composed of one director only, the sole director shall sign these documents.

Art. 12. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interests.

All powers not expressly reserved by Law or by these articles of incorporation to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of directors.

In case the Company has only one director, such director exercises all the powers granted to the board of directors.

According to article 60 of the Law, the daily management of the Company as well as the representation of the Company in relation with this management may be delegated to one or more directors, officers, managers or other agents, associate or not, acting alone or jointly. Their nomination, revocation and powers shall be settled by a resolution of the board of directors. The delegation to a member of the board of directors shall entail the obligation for the board of directors to report each year to the ordinary general meeting on the salary, fees and any advantages granted to the delegate. The Company may also grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 13. The Company will be bound by the joint signature of two (2) directors or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the board of directors. In case the board of directors is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole director.

V. Supervision of the company

Art. 14. The operations of the Company shall be supervised by one (1) or several statutory auditors, which may be shareholders or not. The general meeting of shareholders shall appoint the statutory auditors, and shall determine their number, remuneration and term of office which may not exceed six (6) years.

VI. Accounting year - Balance

Art. 15. The accounting year of the Company shall begin on January 1 of each year and shall terminate on December 31 of the same year.

Art. 16. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company as stated in article 5 hereof or as increased or reduced from time to time as provided in article 5 hereof.

The general meeting of shareholders, upon recommendation of the board of directors, will determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of.

Interim dividends may be distributed by observing the terms and conditions foreseen by Law.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

VII. Liquidation

Art. 17. In the event of dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation.

VIII. Amendment of the articles of incorporation

Art. 18. These articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the conditions of quorum and majority foreseen in article 67-1 of the Law.

IX. Final clause - Applicable law

Art. 19. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the Law.

Transistory dispositions

1. The first financial year runs from the date of incorporation and ends on the 31 st of December 2013.
2. The first annual general meeting will be held in the year 2014.

Subscription and Payment

The articles of association having thus been established, all the shares have been subscribed by the sole shareholder, the company "HALTARO LIMITED", pre-designated and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euros (31,000.- EUR) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the law of August 10, 1915, on commercial companies and expressly states that they have been fulfilled.

Costs

The amount for expenditures and expenses, remunerations and costs, under whichever form, which are to be paid by the Company or which are to be born by the Company for reasons of its incorporation, amounts to approximately one thousand Euros (1,000.- EUR).

Extraordinary general meeting
Decisions taken by the sole shareholder

The aforementioned appearing party, representing the whole of the subscribed share capital, has adopted the following resolutions as sole shareholder:

1) The number of directors is fixed at one (1) and that of the statutory auditors at one (1).

2) As allowed by law and the articles, Mr. Andreas CONSTANTINIDES, director, born in Athens (Greece), on August 1, 1984, residing in CY-1056 Pallouriotissa (Nicosia), 7 Kolokotroni (Republic of Cyprus), is appointed as sole director and will exercise the powers devolving on the board of directors of the Company.

3) The public limited company "Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable", in abbreviation "CLERC", established and having its registered office in L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, registered with the Trade and Companies Registry, section B, under number 92376, is appointed as statutory auditor of the Company.

4) The mandates of the sole director and the statutory auditor will expire at the general annual meeting in the year 2019.

5) The registered office is established in L-2734 Luxembourg, 44, rue de Wiltz.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix juin;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

"HALTARO LIMITED", une société existant et régie par les lois de la République de Chypre, établie et ayant son siège social à CY-1046 Pallouriotissa, (Nicosie), Falirou, 9A, inscrite au "Department of Registrar of Companies and official Received" chypriote sous le numéro HE319466,

ici représentée par Monsieur Jean-Jacques SOISSON, employée, demeurant professionnellement à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer (Grand-Duché de Luxembourg), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietuf par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1 er . Il est formé par le souscripteur et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées, une société anonyme, sous la dénomination de "HALTARO INVESTMENTS S.A." (ci-après la "Société").

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelques formes que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres et avoirs de quelque forme que ce soit, et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations qui pourront être convertibles (à condition que celle-ci ne soit pas publique) et à l'émission de reconnaissances de dettes.

D'une façon générale, la Société peut accorder une assistance au moyen de prêts, garanties ou par tout autre moyen aux sociétés du groupe ainsi qu'à toute autre entité qui investit ou qui investira dans des sociétés du groupe et à toute autre entité à laquelle elle s'intéresse, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet. Dans le cadre de cet article, la notion de groupe inclura toutes les sociétés mères de la Société, leurs filiales et les entités dans lesquelles les entreprises mères ou leurs filiales détiennent une participation directe ou indirecte (chacune de celles-ci étant ci-après reprise sous le vocable "Société du Groupe").

La Société peut notamment: (a) emprunter des fonds sous toute forme et lever des fonds comprenant sans y être limité au moyen d'une émission de titres, obligations ou autres instruments de dette, convertibles ou non, dans les limites de la loi, y compris les emprunts des Sociétés du Groupe; (b) avancer, prêter, souscrire à ou acheter tout instrument de dette émis par toute Société du Groupe, avec ou sans sûreté; et (c) octroyer toute garantie, gage, hypothèque ou toute autre forme de sûreté dans le cadre de l'exécution de tout contrat ou obligation à charge de la Société ou d'une Société du Groupe.

La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision de l'administrateur unique ou du conseil d'administration.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,- EUR), représenté par mille deux cent quarante (1.240) actions d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi"), racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre. Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2. de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires
Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra à Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg qui sera fixé dans l'avis de convocation, le 1 er mardi du mois de juin à 14.00 heures. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou téléfax une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou les présents statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée par la signature collective de deux (2) administrateurs ou la seule signature de toute (s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la Société sera engagée par sa seule signature.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire. L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et en tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.

Dispositions transitoires

1.- Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2013.

2.- La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Souscription et Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société "HALTARO LIMITED", pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de trente et un mille euros (31.000,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (1.000,- EUR).

Assemblée générale des actionnaires
Décisions de l'actionnaire unique

La partie comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1) Le nombre des administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires aux comptes à un (1).

2) Comme autorisé par la loi et les statuts, Monsieur Andreas CONSTANTINIDES, directeur, née à Athènes (Grèce), le 1 er août 1984, demeurant à CY-1056 Pallouriotissa (Nicosie), 7 Kolokotroni, (République de Chypre), est appelé à la fonction d'administrateur unique et exercera les pouvoirs dévolus au conseil d'administration de la Société.

3) La société anonyme "Compagnie Luxembourgeoise d'Expertise et de Révision Comptable", en abrégé "CLERC", établie et ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 92376, est nommée commissaire aux comptes de la Société.

4) Les mandats de l'administrateur unique et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2019.

5) Le siège social est établi à L-2734 Luxembourg, 44, rue de Wiltz.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J-J. SOISSON, C. WERSANDT.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 juin 2013. LAC/2013/26939. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Référence de publication: 2013081068/450.

(130099931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Financière de Montmejean Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 178.049.

—

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the tenth of June.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned.

THERE APPEARED:

- Mr Jean-Louis LAURENS, born in Loudun (France), on 31 August 1954, residing at 2, Rue de Buenos Aires, F-75007 Paris,

here represented by Mrs Alexia UHL, private employee, with professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

- Mrs Sylwia BIGAJ, born in Poznan (Poland) on 25 January 1989, residing at 18, rue du Gast, F-78100 Saint-Germain-en-Laye,

here represented by Mrs Alexia UHL, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the proxyholder of the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing persons, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name FINANCIERE DE MONTMEJEAN SARL (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The Company's corporate object consists of, both in Luxembourg and abroad, directly or indirectly, for its own account or for the account of third parties, alone or in cooperation with third parties, the registration, use, purchase, acquisition or transfer of all types of intellectual property rights, such as, but not limited to, corporate and business names, trade names, Internet domain names, logos, trademarks, trademarks applications, trade dress, designs, patents, patents applications, service marks, service marks applications, copyrights, copyrights applications, licenses, inventions, permits, know how, technology and rights on software.

The Company can, in general, perform all commercial, industrial, financial, movable or immovable transactions directly or indirectly relating to its corporate object or of such nature to facilitate the accomplishment, including borrowing and

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

granting loans to the extent this activity does subject the Company to the requirement to be approved or licensed by the Luxembourg financial sector authority.

3.2 The Company also may carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

3.3 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.4 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares in registered form with a par value of one Euro (EUR 1,-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company and in accordance with article 7 of the present Articles.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

Art. 7. Transfer of Shares.

7.1 General

The shares can only be transferred in compliance with the terms and conditions stipulated hereunder and with the provisions of the Law.

7.2 Free Transfers

Holders of shares will be entitled to transfer their shareholding to one or more successors (mortis causae) or affiliates of their choice (the Successors).

Any free transfer of shares shall be notified in writing both to the board of directors and to the other shareholders and shall comply with the transfer formalities as laid down in the Law.

7.3 Notification of Proposed Transfer of Shares.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Except for free transfers as set forth in section 7.2 above, any holder of shares (a Transferring Holder) who wishes to transfer all or part of its shares (a Transfer) shall first give a notice thereof to the board of directors, with a copy to the other holders of shares (the Transfer Notice) containing the particularities of the proposed transfer, including:

(i) the full name or the corporate name of the prospective transferee (a Prospective Transferee) including identification details of the part(y)(ies) ultimately controlling the Prospective Transferee;

(ii) the number of shares the Transferring Holder intends to transfer (the Offered Shares);

(iii) the price and conditions of payment offered by the Prospective Transferee, including, in case the proposed Transfer is not or not only for cash, the estimated value of the consideration (the Requested Price);

(iv) any other relevant terms of the proposed Transfer (including the envisaged closing date for the proposed Transfer).

7.4 Supervision by the board of managers

The board of managers shall act as the central contact and ensure the fulfilment by the shareholders and the Prospective Transferees of the procedures laid down at article 7, including but not limited to, the review of the content and timing of the notifications, the execution of the share transfers according to the terms and conditions authorized or imposed by article 7 and, in general, the abidance of the obligations of transparency and conformity of the pre-emption process.

In accordance with the hereunder mentioned duties, the board of managers will appoint an independent appraiser from among the reputable Luxembourg audit firms (the Independent Appraiser) to determine the fair market value of the consideration of the Offered Shares not containing or consisting of cash. The Independent Appraiser shall communicate his appraisal to the board of managers within 30 (thirty) days from the date of his appointment. The board of managers shall forthwith inform in writing all other shareholders of the conclusions of the appraisal (the Appraisal Notice). Except in case of fraud or manifest errors, said appraisal shall be binding for all shareholders.

7.5 Pre-emption Right

Each shareholder has the right to acquire at least the number of Offered Shares in proportion to the number of shares he holds proportionally to the total number of Offered Shares. If a shareholder is willing to purchase more than the minimum number of Offered Shares that he is entitled to purchase, he may make an offer for more and be allocated with all or some of the Offered Shares upon witch other shareholders fully or partially renounced initially to exercise their right of pre-emption (the Pre-emption Right). Each shareholder has the right to acquire a number of the remaining Offered Shares proportionally to the number of shares being sold by the Prospective Transferee.

No later than five (5) days after completion of the procedure described above, the board of managers shall notify all shareholders whether or not, and if so, to which extent, the rights described therein have been validly exercised (the Final Notice). If the rights described therein have been validly exercised with respect to all Offered Shares, the board of managers shall indicate in the Final Notice the allocation of said Offered Shares and shall constitute the conclusion of the transfer.

III. Management - Representation

Art. 8. Board of managers.

8.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

8.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated «Category A Managers» and «Category B Managers».

8.3 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 9. Powers of the board of managers.

9.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

9.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 10. Procedure.

10.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

10.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

10.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

10.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

10.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

10.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

10.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 11. Representation.

11.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

11.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

11.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 12. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of partners

Art. 13. Powers and Voting rights.

13.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

13.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

13.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 14. Form - Quorum - Majority.

14.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

14.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

14.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 15. Accounting Year.

15.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

15.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

15.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 16. Allocation of Profits.

16.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

16.2 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable,

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

17.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Art. 18. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2013

Subscription - Payment

Thereupon, the appearing parties, prenamed and represented as stated here-above, declare to have subscribed to the shares capital of the Company, as follows:

Mr. Jean-Louis LAURENS, prenamed	6,250 shares
Mrs Sylwia BIGAJ, prenamed	6,250 shares
Total	12,500 shares

and to have fully paid up all twelve thousand five hundred (12,500) shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Estimate of Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand Euros (EUR 1,000.-).

Extraordinary general meeting

The aforementioned appearing persons, representing the totality of the subscribed capital and considering themselves as duly convoked, declare that they are meeting in an extraordinary general meeting and take the following resolutions by unanimity:

1. The following persons are appointed as managers A of the Company for an indefinite period:

- Mr Jean-Louis LAURENS, born in Loudun (France), on 31 August 1954, residing at 2, Rue de Buenos Aires, F-75007 Paris;

- Mrs Sylwia BIGAJ, born in Poznan (Poland) on 25 January 1989, residing at 18, rue du Gast, F-78100 Saint-Germain-en-Laye;

The following persons are appointed as managers B of the Company for an indefinite period:

- Mr Pierre-Siffrein GUILLET, born in Carpentras (France), on 10 August 1977, residing professionally at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg;

- Mrs Stéphanie COLLEAUX, born in Dinant (Belgium), on 02 December 1977; residing professionally at 412F, route d'Esch, L - 2086 Luxembourg.

2. To fix registered office of the Company is set at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le dix juin.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

ONT COMPARU:

- Monsieur Jean-Louis LAURENS, né à Loudun (France), le 31 août 1954, demeurant au 2, Rue de Buenos Aires, F-75007 Paris,

ici représenté par Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

- Madame Sylwia BIGAJ, né à Poznan (Pologne), le 25 janvier 1989, demeurant au 18, rue du Gast, F-78100 Saint-Germain-en-Laye,

ici représentée par Madame Alexia UHL, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1 er . Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination FINANCIERE DE MONTMEJEAN SARL (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, agissant seul ou de concert avec des tiers, l'enregistrement, l'utilisation, l'achat, l'acquisition ou le transfert de tous types de droits de propriété intellectuelle, tel que, sans y être limité, les noms de commerce et de sociétés, les noms de domaines internet, les logos, les requêtes en matière de marques de fabrique, les marques de fabrique, dessins, brevets d'invention et toutes demandes ou requêtes y afférents, les marques de service et toutes demandes ou requêtes y afférents, les droits d'auteur et toutes demandes ou requêtes y afférents, les licences, inventions, permis, know-how, les droits portant sur de la technologie ou sur des logiciels.

De manière générale, la Société peut faire toute opération commerciale, industrielle, financière mobilière et immobilière se rapportant directement ou indirectement à son objet social ou de nature à en faciliter l'accomplissement, y compris emprunter et l'octroi de prêt dans la mesure où cette activité ne soumet pas la Société à l'obligation d'être agréer par la Commission de Surveillance sur le Secteur Financier.

3.2 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.3 La Société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.4 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière,

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

3.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social et dans le respect des conditions prévues à l'article 7 des présents Statuts.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

Art. 7. Cession de parts sociales.

7.1 Généralités

Les parts sociales ne peuvent être cédées que conformément aux conditions stipulées dans les statuts et aux dispositions de la Loi.

7.2 Cessions libres

Les détenteurs des parts sociales auront le droit de céder leur participation à un ou plusieurs successeurs (mortis causa) ou affiliés de leur choix (les Successeurs).

Toute cession libre des parts sociales devra être notifiée par écrit au conseil d'administration ainsi qu'aux autres associés et devra être conforme aux formalités de cession prescrites par la Loi.

7.3 Notification de cession des parts sociales proposée

Excepté les cessions libres visées au paragraphe 7.2 ci-dessus, tout détenteur des parts sociales (un Cédant) souhaitant céder tout ou partie de ses parts sociales (une Cession) devra préalablement en donner avis au conseil d'administration, tout en en adressant copie aux autres détenteurs des parts sociales (l'Avis de Cession) contenant les détails de la cession proposée, y compris:

(i) le nom et prénoms ou raison sociale du cessionnaire éventuel (le Cessionnaire Eventuel), avec détails d'identification de la/des partie(s) contrôlant ledit Cessionnaire Eventuel;

(ii) le nombre des parts sociales que le Cédant à l'intention de céder (les Parts Sociales Proposées);

(iii) le prix et conditions de paiement proposés par le Cessionnaire Eventuel, y compris, dans l'éventualité où la Cession proposée ne doit pas ou pas entièrement être payée en espèces, la valeur estimative de son prix (le Prix Demandé);

(iv) toutes autres conditions pertinentes de la Cession proposée (y compris la date de réalisation envisagée de la Cession proposée).

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

7.4 Supervision du conseil de gérance

Le conseil de gérance devra agir comme le contact central et s'assurer du respect par les associés et les cessionnaires éventuels des procédures décrites à l'article 7, incluant non limitativement la revue du contenu et la période de notification, l'exécution des cessions des parts sociales aux conditions autorisées ou imposées selon l'article 7, et en général, la transparence et la conformité de préemption. Conformément à ses obligations ci-dessous, le conseil de gérance élira un expert indépendant parmi les sociétés d'audit Luxembourgeoises de bonne réputation (l'Expert Indépendant) qui déterminera la juste valeur marchande pour les Parts Sociales Proposées ne consistant pas en un paiement en espèces. L'Expert Indépendant devra communiquer son évaluation au conseil de gérance dans un délai de trente (30) jours suivant la date de sa nomination. Le conseil de gérance devra informer sans délai tous les autres associés par écrit de l'Avis d'Evaluation (l'Avis d'Evaluation). A l'exception de cas de fraude ou d'erreur manifeste, l'Avis d'Evaluation engagera tous les associés.

7.5 Droit de préemption

Chaque associé aura le droit d'acquérir au moins le nombre des Parts Sociales Proposées proportionnellement aux nombres des Parts Sociales qu'il détient par rapport au nombre total des Parts Sociales Proposées. Si certains associés n'exercent pas ou que partiellement leur droit de préemption sur les Parts Sociales Proposées, les autres associés pourront acheter davantage que le nombre minimum des Parts Sociales Proposées auquel ils ont droit. Chaque associé aura le droit d'acquérir un nombre des Parts Sociales Proposées restantes proportionnellement au nombre des Parts Sociales mises en vente par le Cessionnaire Eventuelle.

Au plus tard cinq (5) jours après l'achèvement de la procédure décrite ci-dessus, le conseil d'administration avisera tous les associés que les droits décrits dans les présentes ont été valablement exercés ou non. Dans l'affirmative, le conseil d'administration indiquera par écrit (l'Avis Final) l'attribution des Parts Sociales Proposées. L'Avis Final constituera la conclusion de la Cession.

III. Gestion - Représentation

Art. 8. Conseil de gérance.

8.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

8.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «Gérants de catégorie A» et «Gérants de catégorie B».

8.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 9. Pouvoirs du conseil de gérance.

9.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

9.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 10. Procédure.

10.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

10.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

10.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique.

10.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

10.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

10.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

10.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 11. Représentation.

11.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

11.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

11.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

Art. 12. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 13. Pouvoirs et Droits de vote.

13.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

13.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

13.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 14. Forme - Quorum - Majorité.

14.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

14.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

14.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 15. Exercice social.

15.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

15.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

15.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

16.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 18. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Les comparants, représentés comme dit ci-dessus, déclarent avoir souscrit à l'entièreté du capital social de la Société de la manière suivante:

Monsieur Jean-Louis LAURENS, prénommé	6.250 parts sociales
Madame Sylwia BIGAJ, prénommée	6.250 parts sociales
Total	12.500 parts sociales

et d'avoir entièrement libéré les douze mille cinq cents parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille euros (EUR [1.000,-).

Assemblée Générale Extraordinaire

Les comparants pré-mentionnés, représentant la totalité du capital social et se considérant comme étant valablement convoqués, déclarent se réunir en assemblée générale extraordinaire et prennent les résolutions suivantes à l'unanimité:

1. Les personnes suivantes sont nommées comme gérants A de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Jean-Louis LAURENS, né à Loudun (France), le 31 août 1954, demeurant au 2, Rue de Buenos Aires, F-75007 Paris;

- Madame Sylwia BIGAJ, né à Poznan (Pologne) le 25 janvier 1989, demeurant au 18, rue du Gast, F-78100 Saint-Germain-en-Laye.

Les personnes suivantes sont nommées comme gérants B de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Pierre-Siffrein GUILLET, né le 10 août 1977 à Carpentras (France), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

- Madame Stéphanie COLLEAUX, née le 02 décembre 1977 à Dinant (Belgique), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg.

2. Le siège social de la Société est établi à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande des comparants, le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, ladite mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 13 juin 2013. LAC/2013/26947. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Référence de publication: 2013080998/539.

(130100071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Coral Doonbeg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 176.779.

—

In the year two thousand and thirteen, on the fifteenth day of May.

Before Maître Francis Kesseler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED

King Street Capital, L.P., a limited partnership existing under the laws of Delaware, registered with the Delaware Secretary of State under number 2471497, having its registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19901,

here represented by Mr. Mickaël Emeraux, maître en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 8 mai 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Coral Doonbeg Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 176.779 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Me Francis Kesseler, notary residing in Luxembourg, on 22 March 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles of incorporation of the Company have not been amended since then.

The appearing person representing the whole corporate capital requires the notary to enact the following resolutions:

Sole resolution

The Sole Shareholder decides to amend and fully restate the articles of association of the Company (without amending the corporate purpose) which shall henceforth read as follows:

"A. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Coral Doonbeg Holdings S.à r.l." (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The Company's purpose is the creation, holding, development and realisation of a portfolio, consisting of interests and rights of any kind and of any other form of investment in entities of the Grand Duchy of Luxembourg and in foreign entities, whether such entities exist or are to be created, especially by way of subscription, acquisition by purchase, sale or exchange of securities or rights of any kind whatsoever, such as any equity instruments, debt instruments, patents and licenses, as well as the administration and control of such portfolio.

The Company may further:

- grant any form of security for the performance of any obligations of the Company or of any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company; and

- lend funds or otherwise assist any entity, in which it holds a direct or indirect interest or right of any kind or in which the Company has invested in any other manner or which forms part of the same group of entities as the Company.

The Company may carry out all transactions, which directly or indirectly serve its purpose. Within such purpose, the Company may especially:

- raise funds through borrowing in any form or by issuing any securities or debt instruments, including bonds, by accepting any other form of investment or by granting any rights of whatever nature, subject to the terms and conditions of the law;

- participate in the incorporation, development and/or control of any entity in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad; and

- act as a partner/shareholder with unlimited or limited liability for the debts and obligations of any Luxembourg or foreign entities.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 4. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the manager orthe board of managers determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

B. Share capital - Shares

Art. 5. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Art. 6. The share capital may be modified at any time by approval of the sole shareholder.

Art. 7. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 8. At no time shall the Company have more than one shareholder. The Company's shares are freely transferable in whole to one shareholder.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of the sole shareholder will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 10. The Company is managed by one or several managers, who need not to include the sole shareholder.

In the case of several managers, the board of managers is composed of at least one A manager and one B manager.

In dealing with third parties, the manager, or in case of several managers, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose. The managers are appointed by the sole shareholder who fix the term of their office. They may be dismissed freely at any time by the sole shareholder.

The Company will be bound in all circumstances by the signature of the sole manager or, if there is more than one, by the joint signature of any A managertogetherwith any B manager, and may also be bound by the signature of any duly authorised representative within the limits of such authorisation.

Art. 11. In case of several managers, the Company is managed by a board of managers which shall choose from among its A managers a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers including at least one A manager, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented, including at least one A manager, at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 12. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two managers or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

Art. 13. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 14. The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

D. Decisions of the sole shareholder

Art. 15. The sole shareholder may change the nationality of the Company. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of the sole shareholder.

Art. 16. The sole shareholder exercises the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 17. The Company's year commences on January 1 and ends on December 31.

Art. 18. Each year on December 31 the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. The sole shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. Five percent (5%) of the net profit is set aside forthe establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the sole shareholder.

Art. 20. The sole manager or the board of managers, as the case may be, or the sole shareholder may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the sole manager or the board of managers, as the case may be, that the first two conditions haven been satisfied.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 21. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not to include the sole shareholder, and which are appointed by the sole shareholder which will determine theirpowers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed to the sole shareholder.

Art. 22. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended. "

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the said proxyholder of the party appearing signed together with the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le quinzième jour de mai,

Par devant Maître Francis Kesseler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-duché de Luxembourg,

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

A comparu:

King Street Capital, L.P., un limited partnership existant selon les lois de l'Etat de Delaware, enregistré auprès du Delaware Secretary of State sous le numéro 2471497, ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware 19901,

ici représenté par Mr Mickaël Emeraux, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 8 mai 2013.

La procuration paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le comparant représente l'associé Unique Associé Unique») de Coral Doonbeg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, et immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 176.779 (la "Société") constituée suivant acte reçu par Me Francis Kesseler, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 22 mars 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis lors.

Le comparant, représentant la totalité du capital social, a demandé au notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique décide de modifier entièrement les statuts de la Société (sans modifier l'objet social) qui auront désormais la teneur suivante:

«A. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1 er . Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée sous le nom «Coral Doonbeg Holdings S.à r.l.» (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la création, la détention, le développement et la réalisation d'un portfolio se composant de participations et de droits de toute nature, et de toute autre forme d'investissement dans des entités du Grand-duché de Luxembourg et dans des entités étrangères, que ces entités soient déjà existantes ou encore à créer, notamment par souscription, acquisition par achat, vente ou échange de titres ou de droits de quelque nature que ce soit, tels que des titres participatifs, des titres représentatifs d'une dette, des brevets et des licences, ainsi que la gestion et le contrôle de ce portfolio.

La Société pourra également:

- accorder toute forme de garantie pour l'exécution de toute obligation de la Société ou de toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société; et

- accorder des prêts à toute entité dans laquelle la Société détient un intérêt direct ou indirect ou un droit de toute nature, ou dans laquelle la Société a investi de toute autre manière, ou qui fait partie du même groupe d'entités que la Société, ou assister une telle entité de toute autre manière.

La société peut réaliser toutes les transactions qui serviront directement ou indirectement son objet. Dans le cadre de son objet la Société peut notamment:

- rassembler des fonds, notamment en faisant des emprunts auprès de qui que ce soit ou en émettant tous titres participatifs ou tous titres représentatifs d'une dette, incluant des obligations, en acceptant toute autre forme d'investissement ou en accordant tous droits de toute nature, conformément aux dispositions de la loi;

- participer à la constitution, au développement et/ou au contrôle de toute entité dans le Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger; et

- agir comme associé/actionnaire responsable indéfiniment ou de façon limitée pour les dettes et engagements de toute société du Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. Le siège social est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par simple résolution du gérant ou, en cas de plusieurs gérants, du conseil de gérance.

Des agences ou succursales peuvent être ouvertes au Grand-Duché de Luxembourg ou dans tout autre pays par simple résolution du gérant ou, en cas de plusieurs gérants, du conseil de gérance.

Au cas où le gérant ou le conseil de gérance décide que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Une telle décision n'aura pas d'effet sur la nationalité de la Société qui restera malgré le transfert provisoire du siège social une société luxembourgeoise.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale de un euro (EUR 1,-) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié avec l'accord de l'associé unique.

Art. 7. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 8. A aucun moment, la Société ne comptera plus d'un seul associé. Les parts sociales sont librement cessibles dans leur totalité à un seul associé.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'associé unique ne met pas fin à la Société.

C. Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, qui n'ont pas besoin d'inclure l'associé unique.

En cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance est composé d'au moins un gérant A et un gérant B.

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, dans le cas de plusieurs gérants, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Les gérants sont nommés par l'associé unique qui fixera la durée de leur mandat. Les gérants sont librement et à tout moment révocables par l'associé unique.

La Société sera engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique ou, dans le cas de plusieurs gérants, par la signature conjointe d'un gérant A avec un gérant B, ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué dans les limites du mandat.

Art. 11. En cas de plusieurs gérants, la Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi les gérants A un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants, y compris au moins un gérant A, au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance seront tenues au siège social de la Société, sauf si un autre endroit est indiqué dans la convocation. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucune convocation ne sera nécessaire si tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés lors d'une réunion du conseil de gérance ou au cas où des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins une majorité des gérants est présente ou représentée, y compris au moins un gérant A, à une réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises avec une majorité des voix des gérants présents ou représentés à une telle réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, courrier électronique, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit. Le tout ensemble constitue le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 12. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants ou par toute personne dûment autorisé à cet effet par le conseil de gérance.

Art. 13. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Art. 14. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

D. Décisions de l'associé unique

Art. 15. La nationalité de la Société ne peut être changée qu'avec le consentement de l'associé unique. Toute autre modification des statuts nécessite l'approbation de l'associé unique.

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

E. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. Chaque année, le dernier jour de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs de l'actif et du passif de la Société. L'associé unique peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire et du bilan.

Art. 19. Sur le bénéfice net, il est prélevé 5 % (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne 10 % (dix pour cent) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'associé unique.

Art. 20. Le conseil de gérance ou l'associé unique pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le commissaire aux comptes de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 21. En cas de dissolution de la Société, la Société sera liquidée par un ou plusieurs liquidateurs, qui ne doit pas forcément inclure l'associé unique, nommé(s) par l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif, à moins qu'autre chose ne soit prévu.

L'actif, après déduction du passif, sera distribué à l'associé unique.

Art. 22. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique s'en réfère aux dispositions de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée.»

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à environ mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Emeraux, Kesseler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 mai 2013. Relation: EAC/2013/6415. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013080825/314.

(130099848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

SERVICE CENTRAL DE LÉGISLATION
LUXEMBOURG

Ivory Corporation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 15.656.

—

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire du 8 avril 2013

- La cooptation de Monsieur Atem SALAMEH, employé privé, domicilié professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg en tant qu'Administrateur en remplacement de Monsieur Kevin DE WILDE, démissionnaire, est ratifiée. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2013.

- Les mandats d'Administrateur de Monsieur Josep Oriol NUBIOLA BELLIDO, Administrateur de sociétés, domicilié au 48, Cami D'Agell, E- 08349 Cabrera De Mar, de Madame Isabelle SCHUL, employée privée, domiciliée professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, de Madame Natalia VENTURINI, employée privée domiciliée professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, et le mandat de Commissaire aux Comptes de FIN-CONTRÔLE S.A., Société Anonyme, ayant son siège social au 12, rue Guillaume Kroll, bâtiment F, L- 1882 Luxembourg sont reconduits pour une nouvelle période statutaire de 6 ans. Ils viendront à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de 2019.

- Le mandat d'Administrateur de Monsieur Atem SALAMEH n'est pas reconduit.

- Madame Chantal MATHU, employée privée, domiciliée professionnellement au 412F, route d'Esch, L- 2086 Luxembourg, est nommée nouvel Administrateur. Son mandat viendra à échéance à l'Assemblée Générale Statutaire de 2019.

Fait à Luxembourg, le 8 avril 2013.
Certifié sincère et conforme
IVORY CORPORATION S.A.
I. SCHUL / N. VENTURINI
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013081122/26.

(130099955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Research In Motion E-Commerce S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.380.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 163.954.

—

EXTRAIT

Par résolution écrite de l'associé unique de la Société en date du 26 mars 2013, il a été décidé:

- D'approuver (i) la démission de Monsieur Charles Stoops, en tant que gérant non exécutif de la Société, avec effet au 20 mars 2013 et (ii) sa nomination en tant que gérant exécutif de la Société, avec effet au 20 mars 2013.

Le mandat de gérant exécutif de Monsieur Charles Stoops mentionné ci-dessus est fixé pour une durée indéterminée.

Par ces résolutions, l'associé unique a confirmé que le conseil de gérance est composé comme suit de:

- Monsieur Charles Stoops, gérant exécutif

- Monsieur Todd Mazurek, gérant exécutif et

- Monsieur Bernhard Krausse, gérant non-exécutif.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.
Pour Research In Motion E-Commerce S.à r.l.
Signature

Référence de publication: 2013081346/21.

(130099779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2013.

Editeur: Service Central de Législation, 43, boulevard F.-D. Roosevelt, L-2450 Luxembourg
Imprimeur: Association momentanée Imprimerie Centrale / Victor Buck